

La « Crise » : la grande dépression de l'économie mondiale A la fin du 20^{ème} siècle

La crise = choc brutal et ponctuel qui frappe les activités économiques (ex : crash boursier) et qui débouche sur une récession (baisse de la croissance) de durée assez courte.

La « Crise » - ou dépression : période assez longue de difficultés économiques caractérisée par une croissance ralentie et irrégulière (« croissance dépressive ») entrecoupée de récessions

I. L'entrée dans la « Crise »

1) Le choc pétrolier d'Octobre 1973

En obtenant le quadruplement des prix du pétrole dans les quatre mois qui suivent la guerre du Kippour, les pays de l'OPEP provoquent une crise majeure en déséquilibrant les balances commerciales des pays industriels fortement importateurs.

Mais ce choc pétrolier agit comme un détonateur, un catalyseur d'éléments qui commençaient déjà à remettre le système de croissance des Trente glorieuses dès la fin des années 1960.

2) Le dérèglement du SMI

Il a achevé de sombrer en 1971, avec la décision de Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or. C'est la conséquence et le révélateur d'une forte poussée inflationniste mondiale, alimentée par les flux de dollars hors des Etats-Unis (aides de l'Etat américain aux Etats du bloc occidental et, pour une part de plus en plus importante, investissements directs des multinationales US à l'étranger). La hausse des prix du pétrole se situe dans cette conjoncture inflationniste, qu'elle renforce mais qu'elle n'a pas créée.

3) Le grippage du « moteur fordiste »

- Du côté des gains de productivité, le rythme faiblit alors que les coûts des investissements s'élevèrent et que les réactions de rejet du taylorisme se font de plus en plus vives (France, 1968)
 - Du côté de la demande, la croissance s'essouffle, dans la mesure où dans de nombreux secteurs de biens de consommation durables on passe du premier équipement au renouvellement.
- ⇒ Pour ce qui est de la politique salariale, la logique économique exigerait la modération mais elle se heurte aux impératifs sociaux et politiques : il y a donc maintien du rythme de croissance des salaires alors que celui de la productivité faiblit. Cela se fait aux dépens des investissements et c'est un facteur supplémentaire d'inflation

4) Les limites de la régulation keynésienne

- Les interventions de l'Etat dans le domaine économique et social entraînent un accroissement des prélèvements obligatoires, débouchant sur le déficit budgétaire, ce qui contribue donc aussi à entretenir la conjoncture inflationniste
 - Dans un monde où les économies commencent à devenir de plus en plus interdépendantes, l'efficacité des politiques nationales faiblit (d'autant qu'elles s'inspirent toutes de la même orthodoxie keynésienne)
- ⇒ Dans les années qui ont précédé le choc pétrolier, la croissance économique mondiale était devenue fiévreuse, sous perfusion inflationniste

II. Les phases de la « Crise »

1) D'un choc à l'autre (1973-1979)

- Une brutale récession de 1974 à 1976 : elle présente des aspects classiques (multiplication des faillites et poussée du chômage et un aspect inédit : non seulement l'inflation n'est pas stoppée mais elle se renforce encore (en France, on passe à une « inflation à deux chiffres ». C'est la stagflation)
- La reprise s'enclenche à partir de 1976 : dans tous les Etats la panoplie des mesures de relance keynésiennes est mise à contribution (aides sociales + investissements publics) et dans le cadre du GATT, le « Tokyo Round » (1979) aboutit à une baisse des droits de douane qui relance le commerce international (les participants ont donc repoussé les tentations protectionnistes, à la lumière des analyses sur la Crise des années 30)
Mais cette reprise est :
 - incertaine (la croissance est inférieure à celle des années 1960)
 - irrégulière (parmi les pays capitalistes développés l'Allemagne et, surtout, le Japon surmontent mieux le choc ; les NPI d'Axe de l'Est et du Sud-Est s'envolent alors que beaucoup de PVD s'enfoncent)
 - inflationniste (du fait des moyens employés pour combattre la récession)

2) Le grand tournant des années 1979-1982

- Le deuxième choc pétrolier (à la suite de la révolution iranienne, qui déclenche une flambée « d'achats de précaution » de la part des importateurs de pétrole) débouche sur le même scénario qu'en 1973/1974
 - ⇒ La Crise commence à ne plus être appréhendée comme un accident conjoncturel après lequel tout pourrait redevenir comme avant (ce qui était contenu dans les métaphores récurrentes de « sortie du tunnel »)
- ⇒ La grande revanche des (néo-)libéraux sur les keynésiens
- Au plan théorique
 - Une critique radicale de l'intervention de l'Etat dans le domaine économique et social
 - L'Etat-entrepreneur fausse les mécanismes du marché
 - L'Etat-providence aboutit à un poids excessif des prélèvements obligatoires (pour Keynes lui-même un taux supérieur à 25% ne pouvait qu'aboutir à une remise en cause fondamentale des mécanismes du marché) + déficit budgétaire générateur d'inflation
 - L'Etat-régulateur de la conjoncture n'est qu'un leurre : en 1972, tous les Etats capitalistes développés, craignant un emballement de la croissance se sont mis en devoir de mettre en place des politiques visant à un freinage en douceur... dont les effets ont amplifié la récession de 1973/1974
 - Trois idées-forces
 - Priorité à la lutte contre l'inflation -> défense des monnaies et rétablissement des finances publiques
 - Laisser jouer les mécanismes du marché -> privatisations et dérèglementations
 - Laisser s'opérer un rééquilibrage dans le partage de la valeur ajoutée entre capital et travail
- Au plan pratique, ces idées néo-libérales inspirent les « politiques de rigueur » qui, dans les années 1980, sont mises en place dans les pays capitalistes développés, avec des résultats plus ou moins satisfaisants (avec Ronald Reagan aux Etats-Unis ; avec Margaret Thatcher au Royaume-Uni - Premier ministre de 1979 à 1990 ; avec Raymond Barre en France de 1976 à 1981, puis les gouvernements socialistes après le grand tournant de 1983)

3) Depuis le milieu des années 1980

- Une alternance des périodes de croissance et de récession : le retour des cycles de « Juglar » du 19^{ème} siècle et de la première moitié du 20^{ème} siècle -> Au final, une croissance honorable, mais inégale suivant les pays et, pour un même pays, suivant les époques (cf le cas du Japon)
- Une inflation maîtrisée et des échanges commerciaux toujours soutenus (mais pas de nouveau SMI)
- Des déséquilibres qui subsistent entre « Nord » et « Sud »
 - Après le choc pétrolier de 1973, les partisans d'un « Nouvel ordre économique international » semblent marquer des points : en Avril 1974, une session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU est consacrée à la question des matières premières et du développement. Houari Boumediene, le président algérien, au nom des non-alignés, y dénonce « la dynamique suivant laquelle les uns ne cessent de s'enrichir pendant que les autres sombrent dans l'appauvrissement ». L'Assemblée adopte une déclaration proclamant la nécessaire équité dans les échanges internationaux et la souveraineté des pays sur leurs ressources naturelles. Sur ces bases est élaborée un Programme d'action très détaillé pour permettre la coopération internationale en vue du développement, « objectif et devoir commun » de tous les Etats de l'ONU
 - En 1975, la Communauté Européenne et une soixantaine d'Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) signent à Lomé, capitale du Togo des accords autorisant le libre accès au marché communautaire des exportations des pays ACP et mettant en place un mécanisme de stabilisation des prix pour les produits agricoles et les produits miniers
 - Mais le chantier du « NOEI » est vite laissé à l'abandon : derrière de nombreux discours et de nombreuses réunions, les résultats concrets sont très limités
 - Les pays industrialisés, secoués par la « Crise », n'ont guère cherché à mettre en œuvre les décisions de l'AG de l'ONU de 1974 (pas même celle de consacrer 1% de leur PNB à l'aide au développement)
 - L'entente entre les pays du Tiers-Monde a vite montré ses limites (et l'OPEP s'est révélée impuissante à enrayer le « contre-choc pétrolier » du milieu des années 1980)
 - Beaucoup de PVD pris au piège d'un très fort endettement
 - Dans les années 1975/1985, ils ont emprunté massivement, alors que les banques avaient beaucoup de « pétrodollars » à recycler ; les retours sur investissements n'ont pas toujours été ceux escomptés - lorsque les prêts n'ont pas purement et simplement été détournés par des régimes dictatoriaux et corrompus
- ⇒ Au Nord, des sociétés fragilisées
 - A un pôle, un groupe favorisé, celui des détenteurs du pouvoir (politique, économique et financier, culturel), sensibles à l'esprit de compétition, qui leur permet d'acquérir ou d'accroître un solide patrimoine
 - A l'autre pôle, le groupe des marginalisés - dont certains peuvent devenir des exclus (soit chômeurs - France, Allemagne -, soient occupant des emplois précaires et mal rémunérés - US, RU)
 - Entre les deux, le groupe central, majoritaire, où l'inquiétude de glisser vers le bas l'emporte souvent sur les espoirs d'ascension
- ⇒ Montée des individualismes, des replis identitaires et déchirement du tissu social
- ⇒ Au Sud
 - Une disparité de plus en plus grande suivant les pays (des NPI aux PMA)
 - De grandes disparités aussi à l'intérieur d'un même pays

III. Regards sur la « Crise »

1) Dans les mouvements longs de l'histoire économique (cycle Kondratieff)

Plutôt des différences par rapport à la Crise des années 30 (maintien de la croissance et du développement des échanges internationaux), plutôt des ressemblances avec la « grande dépression » de la fin du 20^{ème} siècle

2) Une « Crise destructrice et créatrice » (Schumpeter) porteuse de mutations de grande ampleur

⇒ Un nouveau système technique (la troisième révolution industrielle)

- Energie : mutations relativement limitées (nucléaire, techniques plus efficaces pour tirer parti des énergies renouvelables, techniques visant à économiser l'énergie)
- Transports : l'explosion des télécommunications (s'appuyant sur le numérique et l'aérospatial)
- Production : de nouveaux secteurs de pointe (informatique, biotechnologie), interpénétration du secondaire et du tertiaire, l'abandon - au moins partiel - du fordisme et la prise en compte du toyotisme

⇒ Accélération de la mondialisation et redistribution des forces économiques à l'échelle planétaire

⇒ En arrière-plan, les bouleversements démographiques

- Un vieillissement des pays développés
- Enclenchement de la baisse de la fécondité dans les PVD, qui entrent tous, mais avec d'importants décalages, dans la deuxième phase de transition démographique

⇒ Une fausse question : Comment sortir de la « Crise » ? (comme d'un tunnel)

⇒ Une vraie question : Quels modes de régulation (à l'échelle planétaire sans doute) pour les nouveaux types d'économies et de société qui ont commencé à émerger à la fin des années 1970 ?

IV. La France dans la « Crise »

1) 25 années finalement plutôt glorieuses pour l'économie française

La progression de la consommation n'a été stoppée ; les services ont connu une percée spectaculaire - compensant les résultats plus mitigés de l'agriculture et de l'industrie ; les échanges de marchandises et de capitaux se sont envolés, et la balance des paiements courants a dégagé de confortables excédents

2) 25 années plutôt « piteuses » pour la société française

La croissance des emplois n'a pas suivi celle du PIB ; une société devenue duale

3) La poursuite de la « seconde révolution française » (Henri Mendras)

- Du côté démographique : le retour à une faible fécondité (même si elle est une des moins basses de l'UE : 1,9 / Allemagne = 1,3 ; Italie = 1,2)
- L'ébranlement des cadres institutionnels traditionnels (recul, qui s'accroît, de la pratique religieuse ; recul du syndicalisme ; méfiance vis à vis des partis), et la montée des associations
- Une propension marquée à faire valoir ses droits sans d'abord prendre en compte que « des devoirs réciproques obligent les citoyens envers la République et la République envers les citoyens... , aimer la Patrie, servir la République, la défendre au prix de sa vie, participer aux charges de l'Etat... concourir au bien-être commun en s'entraidant fraternellement... concourir à l'ordre général en observant les lois morales et les lois écrites qui régissent la société, la famille et l'individu » (art 6 et 7 du Préambule de la Constitution de la 2^{nde} République 1848)